



**MOTION D'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE  
DE LA CMCAS  
LOIRE-ATLANTIQUE/VENDÉE  
LE 18 JUIN 2021**

**Motion contre le démantèlement de l'énergie en France**

Les délégués de la CMCAS Loire-Atlantique Vendée demandent le vote de la motion : « contre le démantèlement de l'énergie en France ».

L'Etat, sous couvert de l'Europe lance en grande pompe le démantèlement de nos entreprises des IEG. Les différents plans Clamadiou, et Hercule, ont pour vocation l'éclatement du secteur énergétique Français.

La crise du Covid a et aura de graves conséquences sur l'économie de notre pays et sur le pouvoir d'achat des citoyens. L'état a su se montrer fort quand il a fallu distribuer de l'argent pour soutenir différents secteurs industriels tels que l'aéronautique et la construction automobile. Il doit se montrer tout aussi fort concernant l'énergie. L'augmentation du prix de l'électricité et du gaz continue, et impacte grandement le budget des entreprises ainsi que celui des citoyens. Or la mécanique de l'ARENH et les différents plans voulus par le monde de la finance ont pour seul but de « marchandiser » l'énergie pour en dégager le maximum de profits. Ce qui est inconcevable dans un pays qui disposait encore il y a quelques années d'une tarification juste et équilibrée, d'un réel service public où le client n'était pas une « vache à lait » mais un usager.

Cette crise Covid a mis en exergue le dérèglement climatique, la destruction des habitats naturels pour l'expansion urbaine au détriment de la faune sauvage. La globalisation ainsi que la mondialisation favorisent les pandémies. On le voit, la pensée mercantile a de graves conséquences quand elle n'est pas anticipée et gérée. Pour l'énergie c'est le même problème, il est illusoire de croire que l'explosion de nos entreprises et l'ouverture aux capitaux privés auront comme vocation la baisse du réchauffement climatique et la diminution du tarif de l'énergie. Seule une ambition forte pour l'énergie saura relever les défis de demain. Le commissaire au plan voulu par ce gouvernement devra en faire son cheval de bataille. La France aujourd'hui produit une énergie en très large partie dé carbonée, il est anormal qu'elle importe de l'énergie fossile pour compenser les fermetures de moyens de production. Il est inconcevable que pour le développement des énergies renouvelables nous fassions appel à des entreprises utilisant de l'énergie fossile pour construire nos panneaux solaires, éolienne etc... Le verdissement de nos énergies ne passera pas par un « coup de pinceau vert ».

Pour toutes ces raisons, les administrateurs/délégués des activités sociales des énergies, ainsi que les agents actifs et inactifs, demandent l'arrêt pur et simple de tous les projets qui déstabilisent nos industries électriques et gazières, et demandent que l'énergie soit un enjeu national pour toutes les raisons citées précédemment.

**POUR : 51**

**CONTRE : 0**

**ABSTENTION : 0**